



Montréal, 1er février 2010

M. Robert A. Morin
Secrétaire Général
CRTC
Les Terrasses de la Chaudière
Édifice Centrale
1 Promenade du Portage
Gatineau, Québec
K1A 0N2

Ré: Commentaires supplémentaires suite à l'audience publique du 18 janvier 2010 concernant l'examen de la radio campus et communautaire (Avis de consultation de radiodiffusion CRTC 2009-418).

Monsieur Morin,

L'Alliance des radios communautaires du Canada (ARCC), l'Association des radiodiffuseurs communautaires (ARCQ) ainsi que l'Association nationale des radios étudiantes et communautaires / National Campus and Community Radio Association (ANREC / NCRA) tient à remercier le Conseil de son accueil et de son écoute lors de l'audience publique du 18 janvier 2010. Les membres de notre association furent encouragés par les commentaires de plusieurs commissaires et intervenants qui ont démontré une compréhension certaine des défis auxquels doit faire face la radio en communauté en ce début de nouvelle décennie.

Tel que le recommande le Conseil, nous concentrerons nos commentaires sur les éléments que nous considérons cruciaux afin de lui permettre de compléter son analyse de la situation de la radio en communauté en fonction d'une refonte de la politique et des règlements de notre secteur de la radiodiffusion.

Au sujet de l'appellation « radio de communauté »

L'usage du singulier est inclusif. Il va sans dire que nos radios desservent parfois plusieurs communautés mais, à l'image d'une poupée russe, celles-ci sont parties prenantes d'une communauté plus large.

La politique fusionnée que nous proposons regroupe les deux composantes de l'élément « communautaire » du système de radiodiffusion soit la « radio de campus » et la « radio de

communauté ». Cette nouvelle appellation amène plus de précision.

Nous notons aussi que personne ne s'est opposé à cette nouvelle appellation lors des audiences.

1. *Le secteur des radios de campus et de communauté a demandé plus de flexibilité au niveau des obligations. Pourquoi cette flexibilité est importante?*

La flexibilité demandée au niveau des créations orales et des musiques diffusées a comme objectifs de permettre à nos stations une meilleure allocation des ressources et ainsi mieux servir les intérêts de nos communautés.

La radio de communauté et de campus continuera de se différencier de la radio privée et publique par sa programmation axée sur les besoins et les préoccupations locaux. En ce sens, notre secteur joue un rôle essentiel au niveau de la diversité locale.

Notre mode de gouvernance assure la pertinence de nos programmations pour la communauté, la protection du service (nos organisations ne peuvent faire l'objet d'acquisitions par le secteur privé) et le réinvestissement des surplus dans la communauté.

Nos propositions en matière de créations orales (15% pour tous) et de diffusion musicales (20% de musique de catégorie autre que 21) ne reflètent pas notre désir d'en faire moins mais bien, tel que mentionné plus haut, de mieux servir nos communautés avec les ressources actuelles.

Ainsi, si nos obligations en matière de créations orales et de musiques spécialisées étaient allégées, il va de soi que nos organisations continueraient à donner une place importante aux contenus locaux, à l'information, à la diffusion de musiques de catégorie 3 et de talents émergents.

In response to questions asked about a voluntary OLM programming commitment, we are open to discussing this issue with the CRTC. This would entail stations providing at least one OLM program per week, which it would ensure a basic level of community service and cultural diversity. Flexibility is key, so that stations can refrain from making this commitment if they are located in rural areas without OLM speakers, or in markets already served by both Anglophone and Francophone, bilingual and/or ethnic community broadcasters.

Il va donc sans dire qu'advenant une révision du mode de financement de notre secteur, nous serions ouverts à discuter avec le Conseil des possibilités d'aborder différemment la question des créations orales, des quotas musicaux et d'éléments de programmation en langue officielle en milieu minoritaire.

2. *The campus and community radio sector needs a stable and predictable operational financing mechanism. Why and what do we propose?*

Concernant la possibilité de financement additionnel pour le secteur de la radio en communauté, nous estimons avoir fait la démonstration de son bien-fondé tant dans notre mémoire au Conseil en préparation pour l'audience publique qu'au cours de nos échanges avec les membres du Conseil lors de l'audience publique.

Nous avons bien noté les réticences de l'Association des Radiodiffuseurs Canadiens (ACR) qui préfère continuer de contribuer au financement de la radio en communauté de façon discrétionnaire. Il n'en demeure pas moins que toutes les radios de communauté qui se sont présentées devant le Conseil ont réclamé une structure de financement qui soit plus prévisible et ce, afin de mieux planifier le développement sectoriel.

We are totally opposed to the matching-grants approach suggested by CKUA. This method measures the community's capacity to support a station, certainly not its commitment. It doesn't take into account the economic situations or local priorities e.g. Supporting a station vs. building a hospital in Chéticamp.

We were also very concerned about the idea of campus/community radio going commercial-free in exchange for other funding. First, we have made the point that our stations need a diversity of financing sources in order to fund their activities. Less money means less activity. Second, advertising is a service to our communities and contributes to local development and local businesses promotion. In many cases, the types of advertisers and ad messages provided by our stations are different from private radio advertising.

We noted that CAB stated that competition was not an issue in English-speaking markets.

Il nous apparaît important d'inviter le Conseil à la prudence lors de l'évaluation des affirmations de l'ARRF sur la question de la compétition entre leurs radios membres et les radios de communauté. Tout d'abord, 8 stations membres de l'ARRF sont en compétition directe avec une radio communautaire au niveau de l'auditoire et du territoire de vente publicitaire. Ce sont les stations des marchés de Rimouski, la Beauce, Gaspésie Baie des Chaleurs, Montréal, Saguenay, Bathurst et Edmunston. De plus, on note la présence d'au moins une radio appartenant à un grand réseau radiophonique dans la grande majorité de ces marchés.

Un des exemples de "concurrence" cités par les représentants de l'ARRF, CHOX FM (La Pocatière) ne se retrouve pas dans la liste des marchés "en compétition" pour la simple raison que la radio de communauté la plus proche, CIHO Charlevoix, si elle "déborde" par son signal sur la rive-sud du St-Laurent, ne fait aucune démarche commerciale sur le territoire de CHOX. Autre exemple est la fermeture de leur station à Caraquet au Nouveau-Brunswick en raison de l'arrivée d'une station communautaire (Ckro à Pokemouche). Pourtant cette station privée diffuse toujours des émissions locales.

We strongly disagree with the idea that only small/medium markets need financial help. Stations in bigger markets have to deal with overwhelming competition for advertising and fundraising. In Quebec, despite Ministère de la Culture du Québec's (MCCCFQ) core funding, the urban stations are considered as economically fragile as stations in small markets, and are often expected to train and serve higher numbers of community members from more communities of interest than smaller stations. As CIBL stated in their appearance, 2008-09 was the first year in 30 years of existence where the station could actually report positive finances health.

COLLABORATION

During the hearing, CAB suggested that commercial radio could be expected to voluntarily form relationships with c/c stations and associations and provide voluntary contributions. CAB provided examples of voluntary contributions, such as "preferred" tower rental rates in Vancouver, and donation of used equipment to a c/c station in Chateauguay.

On the contrary, while CFRO in Vancouver receives a small discount on their tower rental rate, the rate is still tens of thousands of dollars annually. Similarly, the biggest and least forgiving creditor of CKLN, which is emerging from a challenging internal conflict, is a large Canadian private radio corporation that is actively pursuing full payment of a \$200,000 debt. The Chateauguay station did receive a donation of a 15-year-old console in pieces filling 3 boxes, but to re-assemble it into working order, a technician would have to be hired. The station estimates that the parts may have been worth more as scrap metal than the cost of re-assembly. A new French community station in Ottawa has been told that it will have to pay \$60,000 per year for tower rent to a private

broadcasting corporation.

We heard the CRTC ask the commercial radio sector to propose a new collaboration mode between the two sectors. Although we do not think this should be linked to our sector's funding, we do believe that increased collaboration could benefit Canadian citizens. However, we also think this has to be worked in consensus. As of February 1st, neither ARCC, ARCQ nor NCRA has ever received calls from commercial radio sector to even talk about partnership ideas. Most of our attempts to contact them have not been successful.

Nous sommes préoccupés par l'idée qui a circulé de lier le financement de notre secteur à des fins particulières. Nous réitérons notre désir d'être pleinement autonomes dans la gestion des fonds mais aussi notre total appui aux champs d'interventions tels que définis dans les documents constitutifs du FCRC.

Nous comprenons et partageons le désir du Conseil de s'assurer que les fonds qui seront investis dans notre secteur soient dédiés à son développement. Aussi, nous travaillerons au développement d'indicateurs de performance adaptés.

CHARITABLE STATUS

Charitable status is not achievable for most stations, and it will not lead to the growth in stable revenue predicted by CAB during the hearing. Stations that do obtain charitable status will have to compete with many other deserving organizations for grants and donations, and funding sources will continue to be affected by the economy.

A small number of c/c stations have charitable status (e.g. CFFF, CJSR, CFRO). CFRO established a separate charitable organization to receive donations and carry out only certain qualifying station-related activities. These stations obtained charitable status years ago, before the Income Tax Act amendments and Canada Revenue Agency rule changes. Many stations have applied since and were rejected (e.g. CJHR, CHUO, CJLY). Some stations lost their charitable status after not filing annual paperwork. They can only re-register by filing all missing returns before and since revocation, and they must qualify based on the new rules.

We believe the additional administration required may not be worth the small increase in revenue. For example, CJSR has considered giving up its charitable status due to this burden. Generating tax receipts for donors overwhelms staff during funding drives, and they can't afford to issue receipts for donations smaller than \$60. They're prohibited from offering promotional items to entice funding drive donors. Previously, volunteer program hosts created show-specific donor incentives. Now CRA requires them to observe a *de minimis* threshold for gifts to donors.

To qualify as a charity, CRA sets out the following requirements, which would significantly impact how a radio station can be run:

- 1) There are 4 charitable purposes: relief of poverty, advancement of education, advancement of religion, and other purposes recognized by the courts as charitable (e.g. disability services, environmental preservation, animal shelters, etc.). The only category under which c/c radio station activities fall is education. Courts have held that simply providing information is not educational; only training or instruction services count.
- 2) None of an organization's purposes or goals can be political, and all political activities must be reported. Organizations that tend to influence public opinion or actions toward one side of a controversial issue are disqualified.
- 3) An organization must devote all of its charitable revenue to charitable purposes and activities. Donations cannot be used for basic station operations.
- 4) A charity also may not use its income to benefit its members.

We believe the only way to obtain charitable status is to set up a separate charitable organization confined to carrying out a station's educational activities, like CFRO. CKUT is pursuing this approach. They have worked on their application for over a year with help from a high-priced Ottawa law firm, but have not yet achieved success. If they do, they will have to keep books, file tax returns, and elect boards of directors separately for each organization.

Attached is a letter received by CHUO denying their application and providing reasons consistent with our comments. The CRA guide to obtaining charitable status can be accessed here: <http://www.cra-arc.gc.ca/E/pub/tg/t4063/t4063-08e.pdf>

3. *Other Issues*

ARTISTES ÉMERGENTS

Nous savons tous que les talents émergents occupent une place de choix au sein de la musique diffusée sur les ondes des radios de communauté. Les talents émergents qui bénéficient de temps d'antenne sur les ondes des stations de communauté ou de campus sont des choix considérés par les programmeurs et directeurs musicaux locaux. De plus, ils sont diffusés à différentes heures et journée de la programmation, et plusieurs de nos stations proposent même des segments entiers de leur programmation qui leurs sont complètement dédiés. Les artistes émergents sont même en mesure d'atteindre même les positions de tête de nos palmarès. Pour seule exemple, au palmarès de la station CHUO FM (Ottawa) la semaine du 26 janvier, la première position était occupée par un artiste franco-ontarien de la relève, Louis-Philippe Robichaud. Ils sont issus non seulement de NOS communautés mais aussi d'ailleurs au pays. C'est ainsi que des artistes franco-ontariens bénéficient régulièrement de temps d'antenne sur des radios du Nouveau-Brunswick et vice-versa.

LES RADIOS DE COMMUNAUTÉS, UNE PÉPINIÈRE

Lors de l'audience publique, il a été mentionné que CIBL FM à Montréal représentait une exception pour ce qui est de fournir des ressources humaines aux radios des secteurs privé et public. Nous aimerions préciser qu'il ne s'agit pas d'une exception mais bien de la règle. La majorité de nos stations accueillent des jeunes fraîchement sortis de l'école pour les former et ensuite les perdent aux autres secteurs.

Nous pouvons citer en exemple :

- François Tremblay de CHOD-Cornwall à Radio-Canada-Régina.
- Serge Parent de CFAI-Edmondston à Rogers-Moncton
- Valérie Clairoux de CKGN-Kapuskasing à Corus-Gatineau
- Guillaume Gingras de CINN-Hearst actuellement à Rock Détente Estrie.
- Simon Forgues de CINN-Hearst à Radio Énergie-Val d'Or
- Simon Fournier de CINN-Hearst actuellement programmeur Astral/Sirius
- Martin Siconnelly de CFRH-Penetanguishen actuellement à Rock Détente Saguenay.
- Jean-François Desaulniers de CKBN-Bécancourt à Radio Beauce.
- Patrick Lépérance est maintenant animateur à CITÉ Rock Détente Sherbrooke
- André Bernard, journaliste à la SRC (La semaine verte, Découverte)
- François Pérusse : humoriste bien connu à Énergie radio et pour ses albums du peuple
- Claude Bernatchez : Radio Canada
- Alexandra Diaz TVA
- Mathieu Dugal avant à Télé-Québec, SRC radio et maintenant à VOX

- Denis Tablot - Musique Plus
- Sophie Thibeault – TVA
- Guy Simard - Info 690
- Eric Nolin, animateur, CKOI Montréal
- Martin Larocque Comédien
- Rich Terfry from CKDU-Halifax is now hosts "Drive" on CBC Radio 2
- Jane Farrow and Dan Misener from CKDU are producers at CBC
- Scott Marsden, a former progammer at CKDU, now works for the Classic Rock broadcaster Q104 in Halifax.
- Stu Mills, former station manager at CFRC in Kingston now works at CBC Ottawa.
- Adrian Harewood from CKUT in Montreal is now one of the hosts of CBC-TV's 11pm TV newscast
- Pierre Loiseau from CHSR is a producer/technician for CBC
- The hip hop artist Cadence Weapon named his most recent record after his dad, a prominent DJ on CJSR-FM in Edmonton.
- Janna Graham from CHMA in Sackville, NB has worked for CBC as well as in Guatemala and Rwanda.
- Jeff Remedios from CFMU in Hamilton founded Arts and Crafts records, a prominent indie music label

Il s'agit que de quelques exemples, puisque chaque station compte un nombre important d'employés qui ont fait leurs classes chez eux et qui maintenant au sein des autres secteurs.

LOW-POWER FREQUENCY PROTECTION

During the hearing, the Commission asked whether it would save c/c stations time, effort, and money if they wait to make plans to relocate until after the approval of a commercial application that will impact their frequency. We agree that this approach would eliminate situations like the one that occurred in Erin, ON, where CHES mounted a massive campaign in response to 3 commercial applications that proposed to bump CHES from its low-power frequency, and then none of the commercial applicants were approved.

We remain concerned about spectrum scarcity, and the difficulty of finding new frequencies for low-power c/c stations in congested markets, especially if they wait until after a new commercial application is approved. We also remain concerned about financial assistance for c/c stations to relocate, particularly if they must wait until after the approval of a commercial application. In our experience, it has been advantageous to negotiate with applicants in advance so that their financial assistance commitments to affected c/c stations can be put on the public record during the hearing.

Therefore, we recommend that implementation of any approved new commercial station that will bump a c/c station should be conditional on assuring the Commission that:

- 1) a suitable new frequency is available, and
- 2) a funding commitment has been made to help the c/c station relocate.

If no suitable frequency is available, we recommend that the low-power c/c station receive priority to retain its frequency, and that the new commercial station be precluded from implementing its service.

BROADCASTING ACT AMENDMENT – COST AWARDS

Our associations have few paid staff, and many of our core functions are fulfilled by volunteers. We do not have sufficient funds to cover travel costs for volunteers or staff to attend CRTC hearings. We recommend that the Commission amend the Broadcasting Act to insert a costs provision similar to section 56(1) of the Telecommunications Act, and establish procedures and requirements similar to those laid out in section 44(1) of the *Telecommunications Rules of*

Procedure. This opportunity for financial assistance would significantly increase our capacity to participate in hearings.

-FIN DU DOCUMENT-